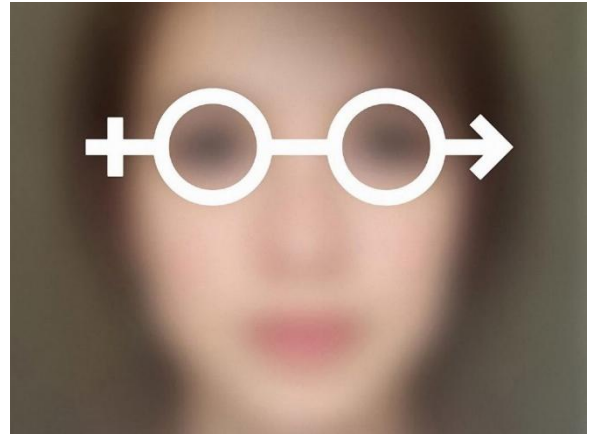




OXFAM

Magasins du monde

UN AN APRÈS LES ÉLECTIONS DE 2024 : QUE SONT DEVENUS LES ENGAGEMENTS EN FAVEUR DES FEMMES EN BELGIQUE?



Analyse – Septembre 2025

RÉSUMÉ

Un an après les élections de 2024, cette analyse interroge la traduction concrète des engagements politiques en faveur des droits des femmes en Belgique. Si l'égalité de genre occupait une place visible dans les programmes électoraux, les premières décisions du nouveau gouvernement révèlent un net décalage entre promesses et réalités : recul de la parité, politiques d'austérité aveugles aux inégalités genrées et aggravation de la précarité des femmes. En croisant analyse des programmes, des mesures gouvernementales et des données socio-économiques, le texte met en lumière un angle mort persistant du débat politique : le rôle du commerce équitable comme levier d'émancipation économique des femmes. Face au recul des droits, il défend le commerce équitable comme une alternative concrète, politique et féministe, capable de renforcer l'égalité et la justice sociale en Belgique et ailleurs.



Belgique

partenaire du développement

Une publication d'Oxfam-Magasins du monde

Éditeur responsable : Emmanuel Bawin - Rue provinciale, 285 - 1301 Bierges ©

2025 Oxfam-Magasins du monde

INTRODUCTION

Nouveaux équilibres, nouvelles coalitions et nouvelles priorités, les élections de juin 2024 ont rebattu les cartes du paysage politique belge. Un an plus tard, alors que les majorités sont désormais en place et que les premières décisions structurantes ont été prises, qu'en est-il des engagements des partis concernant les droits des femmes en Belgique ?

Cette analyse se penche sur la place qu'accordent les partis belges aux questions d'égalité hommes-femmes¹, avant de s'intéresser au lien encore peu exploré dans le débat politique entre commerce équitable et droits des femmes.

LES DROITS DE FEMMES, UN THÈME TRANSVERSAL DANS LES PROGRAMMES POLITIQUES, MAIS À GÉOMÉTRIE TRÈS VARIABLE

Durant la campagne électorale de juin 2024, les droits de femmes et les questions d'égalité de genre ont bel et bien trouvé une place notable dans les programmes des partis francophones. Mais, si cette question est abordée par la plupart des partis, les manières de la traiter divergent selon les bords politiques, comme le souligne le rapport de Vie Féminine².

De la gauche vers la droite de l'échiquier politique, on observe des approches très contrastées en matière de droits des femmes. Le PVDA-PTB³ aborde les droits des femmes dans un chapitre plus large intitulé « Égalité des droits », aux côtés des luttes antiracistes et LGBTQI+. Fidèle à son ancrage marxiste, le parti met l'accent sur les inégalités économiques, particulièrement celles qui touchent les femmes en matière de salaires, de temps partiel, de pensions ou de statut de cohabitante⁴.

Chez Ecolo, les droits des femmes et l'égalité de genre s'inscrivent de manière transversale dans l'ensemble du programme, tout en étant articulés plus précisément dans l'axe « Une société plus égalitaire et plus ouverte »⁵. Le parti adopte une approche clairement intersectionnelle⁶, croisant genre, handicap, racisme, précarité et

¹ Nous entendons par « femme » toute personne qui se définit comme telle (genre).

² Vie féminine, « La place des femmes dans les programmes des partis », analyse dans le cadre des élections de 2024, https://www.viefeminine.be/IMG/pdf/analyse_elections2024_ok.pdf

³ Le PVDA-PTB est le seul parti belge unitaire et national, c'est-à-dire qu'il n'est pas divisé selon l'habituel clivage linguistique.

⁴ PTB, *Le choix de la rupture*, chapitre « Égalité des droits », sous-chapitre « Féminisme ».

⁵ Ecolo, *Choisir l'avenir, programme 2024*, « Une société plus égalitaire et plus ouverte » pp. 227 – 272.

⁶ Intersectionnalité : concept qui décrit comment différentes formes de discrimination (comme le racisme et le sexisme) peuvent se croiser et se renforcer chez certaines personnes. C'est une grille de lecture pour comprendre

migrations. Il accorde une attention particulière à la place et à l'accès des femmes dans tous les domaines, de l'emploi à l'Europe en passant par la justice et la santé, et utilise systématiquement une écriture inclusive dans son programme.

Le PS consacre un chapitre entier aux droits des femmes⁷, abordant violences, santé, droits sociaux et représentation politique. Il est aussi le seul à revendiquer une « Europe féministe » dans son volet européen, même si le mot « féminisme » reste peu utilisé ailleurs.

Les Engagés, de leur côté, traitent de l'« égalité des genres » dans un chapitre dédié, incluant aussi la dimension LGBTQIA+⁸. Le parti décline cette question dans plusieurs sphères : vie professionnelle, éducation sexuelle, sport ou encore santé.

Quant aux partis plus à droite sur l'échiquier politique comme le MR⁹ ou DéFI¹⁰, leurs programmes mentionnent les droits des femmes de manière plus dispersée, souvent en marge d'autres priorités. Pour Vie Féminine, nous sommes chez eux « *dans un autre registre, dans celui de l'égalité "déjà-là"* ». Quelques mesures ponctuelles apparaissent ici et là, comme sur l'entreprenariat féminin, l'égalité parentale ou le sexisme dans le sport. Vie Féminine note également : « *Pour Défi et le MR, l'intersectionnalité n'est pas mentionnée et rien ne nous laisse croire qu'ils aient le souci de lutter contre les discriminations vécues de façons imbriquées.* » A noter que les deux partis utilisent le « masculin neutre » dans l'écriture de leur programme, et le MR propose même d'interdire l'usage de l'écriture inclusive dans l'enseignement, un signal politique fort qui va à rebours des dynamiques d'inclusion¹¹.

Côté partis flamands, les contrastes sont également marqués¹². Étonnamment, Groen, le pendant néerlandophone d'Ecolo ne consacre pas de section spécifique aux droits

les inégalités et les discriminations. Voir : <https://oxfammagasinsdumonde.be/genre-sexe-intersectionnalite-que-recouvrent-ces-termes/> .

⁷ Parti socialiste (Ps), *Solide & solidaire !*, « Chapitre 3. Droits des femmes » pp. 152 -199.

⁸ Les Engagés, *Le courage de changer - Programme engagé pour changer de modèle*, « 28. Egalité des genres », pp. 529 – 550.

⁹ Mouvement Réformateur (MR), *L'avenir s'éclaire - Programme général 2024*, « Axe 5 : Faire société », chapitre 5.3 « Une place pour chacun », sous-chapitre 5.3.4 « L'égalité entre les femmes et les hommes, un objectif transversal »

¹⁰ Défi, *Vers 2024...*, Axe 2 « Faire de la laïcité politique la clef de la citoyenneté et du vivre-ensemble », chapitre « Lutter contre la haine, l'homophobie, les LGBTphobies et tous les types de discrimination » pp.14 - 24

¹¹ L'écriture inclusive permet de visibiliser les hommes, femmes et personnes qui ne souhaitent pas être catégorisées et à lutter contre les stéréotypes de genre. Plus qu'une mesure symbolique, elle agit sur nos représentations du monde, en refusant que le masculin prétendument neutre continue d'invisibiliser les autres genres.

¹² Axelle, *Élections du 9 juin : et les partis flamands ?*, <https://www.axellemag.be/elections-du-9-juin-et-les-partis-flamands/>

des femmes, mais son programme est traversé par une volonté progressiste sur les questions d'avortement, de lutte contre la discrimination et les violences sexuelles et sexistes, de pension et de petite enfance¹³.

Le parti socialiste Vooruit accorde une grande place aux droits des femmes dans son programme, avec une série de propositions transversales. Il en va de même pour les libéraux de l'Open VLD, qui se montrent assez progressistes sur les questions d'avortement et plus durs concernant la prise en charge et la réinsertion des auteurs de violences.

Le CD&V (les chrétiens démocrates flamands), aborde les droits de femmes de manière plus limitée : seules quelques propositions font référence à la situation des femmes, principalement dans les domaines du travail et de l'accueil de la petite enfance.

Les nationalistes flamands N-VA consacrent une sous-sous-section de leur programme à l'égalité entre les femmes et les hommes. Cependant elle est présentée comme une égalité des chances pour n'importe qui, plutôt qu'une prise en compte des discriminations spécifiques à certains groupes¹⁴. Dans la même veine, le parti n'estime pas l'imposition de quotas nécessaire à une meilleure représentation des femmes, l'effort ayant, selon lui, déjà porté ses fruits¹⁵.

Enfin, le parti d'extrême droite Vlaams Belang consacre peu de place à l'égalité femmes-hommes. Lorsqu'il est question d'organisation du travail ou de garde d'enfants, on décèle entre les lignes l'objectif que les femmes belges fassent davantage d'enfants. Le programme fustige la « culture woke » qui emprisonnerait la société¹⁶ et rejoint le N-VA sur une égalité des chances de « tous les flamands »¹⁷, sans distinction entre les femmes et les hommes.

¹³ Vrouwenraad, *Vrouwenraad kiest – Hoe scoren de partijen op onze speerpunten?*, 6 juin 2024, <https://vrouwenraad.be/vrouwenraad-kiest/>

¹⁴ « Nous nous opposons fermement à une politique identitaire basée sur le sexe, l'orientation sexuelle ou l'origine. Nous continuons à investir dans une société flamande inclusive avec un cadre de valeurs partagé sans catégorisation. Nous garantissons l'égalité des droits pour tous... », *Voor Vlaamse welvaart*, programme électoral du N-VA, p88

¹⁵ « Nous continuons à nous concentrer sur cela, y compris au niveau fédéral. Le gouvernement a en effet un rôle d'exemple et doit être le reflet de notre société. Cela peut se faire parfaitement sans paternalisme et en adoptant une politique des ressources humaines proactive et axée sur les compétences, où « la meilleure femme/l'homme le plus compétent est à la meilleure place », sans quotas. », *ibid.*

¹⁶ « Le Vlaams Belang est le seul parti de notre pays qui veut non seulement dénoncer les absurdités du « woke », mais aussi les combattre activement. » dans le chapitre « Woke doe normaal », *Vlaanderen weer van ons*, programme électoral du Vlaams Belang, pp 78-79

¹⁷ « Le Vlaams Belang part du principe que chaque Flamand doit bénéficier de l'égalité des chances [...] Pour le Vlaams Belang, il n'y a pas de minorités, seulement des Flamands et des étrangers. », *ibid.*

APRÈS LES PROMESSES ÉLECTORALES, QUELLES ACTIONS CONCRÈTES ?

Un an après les élections, le gouvernement formé par Bart de Wever n'envoie pas de signaux positifs sur la question des droits des femmes. Dans sa composition même, le gouvernement a reculé en termes de parité-hommes-femmes : seulement 4 femmes sur 15 ministres et un kern¹⁸ exclusivement composé d'hommes. Si le premier ministre n'y voit qu'un manque d'« élégance », la prise en compte des intérêts des femmes risque d'être moins forte au sein de ce gouvernement "boys club", selon la politologue Audrey Vandeleene (Cevipol)¹⁹. Il est en effet fondamental que les femmes - qui représentent plus de la moitié de la population - soient représentées là où les décisions se prennent, faute de quoi leurs réalités restent invisibles²⁰.

DERRIÈRE L'AUSTÉRITÉ, UNE PRÉCARITÉ GENRÉE

En regardant les mesures de l'accord de gouvernement de la coalition Arizona, on peut voir que le fond rejoint la forme. Sous couvert d'austérité et de rigueur budgétaire, le gouvernement prétend « activer » la population pour atteindre 80 % d'emploi. Mais cette ambition se déploie sans tenir compte des réalités spécifiques vécues par les femmes.

Derrière des réformes présentées comme neutres, la réalité est implacable : ce sont encore les femmes qui paieront le prix le plus lourd. La progression attendue du taux d'emploi se fait sans repenser la répartition inégale du travail de soin (garde d'enfant, accompagnement des personnes âgées ou vulnérable, tâches domestiques quotidiennes, etc.). Les femmes belges consacrent 1h36 de plus que les hommes au travail de soin non rémunéré chaque jour²¹. En 2020, Oxfam Belgique a estimé que la valeur monétaire du travail de soin non rémunéré assuré par les femmes dans le monde

¹⁸ Le terme « Kern » (du flamand « Kernkabinet ») désigne un conseil ministériel restreint. Dans le cas de la coalition Arizona, il est composé du Premier ministre Bart De Wever et d'un représentant de chaque parti de la coalition gouvernementale.

¹⁹ RTBF, « 11 hommes, 4 femmes : le gouvernement De Wever, un "boys club" qui inquiète pour les droits des femmes », 3 février 2025 : <https://www.rtf.be/article/11-hommes-4-femmes-le-gouvernement-de-wever-un-boys-club-qui-inquiete-pour-les-droits-des-femmes-11498725>

²⁰ Women at Work « Carte blanche – Pourquoi la parité en politique est cruciale pour une démocratie équitable et efficace », <https://www.cffb.be/carte-blanche-pourquoi-la-parite-en-politique-est-cruciale-pour-une-democratie-equitable-et-efficace/>

²¹ *Inégalités économiques hommes-femmes*, Oxfam Belgique, <https://oxfambelgique.be/inegalites-economiques-hommes-femmes>.

s'élève à au moins 10 800 milliards de dollars par an, soit trois fois la valeur du secteur des technologies à l'échelle mondiale²².

Premières concernées par les parcours fragmentés, les emplois à temps partiel et la charge du travail domestique, les femmes sont donc plus durement touchées par les réformes du chômage et de la pension. La dégressivité accélérée des allocations, les critères d'accès renforcés et les transferts vers les CPAS pénalisent d'autant plus celles qui élèvent seules leurs enfants ou vivent dans des situations de précarité. Le système actuel reste pensé pour un modèle d'emploi à temps plein, sans obligations familiales, invisibilisant les réalités de nombreuses femmes, notamment celles cumulant précarité, handicap ou charge de soins²³.

Les coupes budgétaires annoncées ne font qu'aggraver une précarité structurelle profondément genrée, que les politiques publiques devraient pourtant combattre. Analyser systématiquement les impacts genrés des mesures budgétaires et sociales permet d'éviter de renforcer des inégalités existantes. Le gouvernement fait le choix d'ignorer les effets genrés de ses décisions. Ce sont les femmes, en particulier les plus précaires, qui paient le prix des économies budgétaires imposées au nom de l'efficacité.

UNE QUESTION QUI RESTE HORS DU RADAR POLITIQUE : LE LIEN ENTRE COMMERCE ÉQUITABLE ET DROITS DES FEMMES

Au-delà des promesses électorales, les femmes ne sont que trop peu prises en compte dans les décisions politiques, sociales et économiques. En Belgique, comme ailleurs, les femmes subissent les conséquences des systèmes qui ne prennent pas en compte les milliards d'heures que les femmes et les filles consacrent chaque jour dans le monde au travail gratuit, et d'innombrables autres à des jobs payés des salaires de misère²⁴.

Pourtant, il existe des leviers concrets capables d'améliorer réellement la situation économique des femmes, en Belgique et ailleurs. C'est le cas du commerce équitable : un modèle fondé sur la justice sociale et l'égalité femmes-hommes, qui favorise des salaires décents, des droits syndicaux, l'accès à la formation et la participation des

²² *Celles qui comptent*, Oxfam International (version française), <https://www.oxfam.org/fr/publications/celles-qui-comptent>.

²³ *Comment le gouvernement Arizona accroît la précarisation des femmes*, Policy Brief, InES Think-Tank, juin 2025, <https://inesthinktank.be/comment-le-gouvernement-arizona-accroît-la-precarisation-des-femmes/>

²⁴ « En Belgique, 75% des personnes dans la tranche des 10% des revenus les plus faibles sont des femmes. À l'inverse, dans la tranche des 10% des revenus les plus élevés, on retrouve 71% d'hommes. » *Inégalités économiques hommes-femmes*, Oxfam Belgique, <https://oxfambelgique.be/inegalites-economiques-hommes-femmes>.

femmes à la gouvernance. En effet, dans une organisation équitable, le travail représente souvent un levier économique, social, politique et psychologique pour les femmes. Les femmes y acquièrent des ressources, renforcent leurs compétences, gagnent en confiance et rejoignent souvent des dynamiques collectives puissantes. Ces effets sont particulièrement visibles dans le secteur de l'artisanat, même si l'objectif est partagé par l'ensemble des organisations de commerce équitable.²⁵

Les 10 principes du commerce équitable

L'Organisation Mondiale du Commerce équitable (WFTO) a établi [10 principes](#) qui définissent comment les entreprises engagées dans ce commerce doivent être créées et fonctionner, en veillant à ce qu'elles placent les personnes et la planète au cœur de leurs priorités. Le principe 6 « Pas de discrimination, égalité des genres, liberté d'association » stipule que les entreprises et organisations de commerce équitable doivent s'assurer que les femmes et les hommes reçoivent un traitement équitable et aient accès aux mêmes opportunités ; c'est-à-dire un salaire égal pour un travail égal, s'assurer de la participation des femmes à la prise de décision et l'accès à des opportunités de formation et de développement (de compétences, personnel). Les membres WFTO doivent également prendre des mesures pour prévenir la discrimination et le harcèlement sexuel sur le lieu de travail.

Or, ce sujet reste largement absent du débat politique belge. Ni dans l'accord de gouvernement, ni dans les programmes de la plupart des partis, le commerce équitable n'est envisagé comme une politique publique à part entière pour renforcer les droits économiques des femmes et réduire les inégalités structurelles dans le Sud global. Du côté de la coopération au développement, la note politique générale du ministre Maxime Prévot mentionne plusieurs fois la priorité donnée à l'égalité des genres et aux droits des femmes et des filles. Mais ces intentions sont contredites par la décision de couper 25 % du budget, révélant une vision essentiellement transactionnelle²⁶. Et malgré ces références, n'y a ni réforme ambitieuse du cadre législatif, ni plan d'action

²⁵ *L'artisanat équitable, outil d'empouvoirement des femmes ?*, Oxfam-Magasins du monde, 22 septembre 2023, <https://oxfammagasinsdumonde.be/lartisanat-equitable-outil-dempouvoirement-des-femmes/> et *Artisanat équitable et genre, Impact de l'artisanat équitable sur l'empowerment des femmes en Inde et au Bangladesh*, Oxfam-Magasins du monde, novembre 2014, https://oxfammagasinsdumonde.be/content/uploads/2021/02/Oxfam_Etude-GenreEtArtisanat_FR_WEB.pdf

²⁶ *Arizona réaffirme certains principes mais abandonne l'objectif des 0,7 % consacrés à l'aide*, CNCD-11.11.11, 3 février 2025, <https://www.cncd.be/L-Arizona-reaffirme-certains>

coordonné pour faire du commerce équitable un outil structurant d'émancipation féminine ²⁷.

LES FEMMES AU CŒUR DU COMMERCE ÉQUITABLE : UNE CAMPAGNE POUR METTRE CES QUESTIONS AU CŒUR DU DÉBAT POLITIQUE BELGE

Dans un contexte politique belge et international marqué par un recul préoccupant des droits des femmes, tant en matière de représentation que de politiques publiques, il est plus que jamais nécessaire de défendre des alternatives concrètes, porteuses de justice sociale et d'égalité. C'est pourquoi Oxfam-Magasins du monde consacre sa campagne 2025-2026 à la mise en lumière des femmes qui, partout dans le monde, agissent pour leurs droits et ceux de toutes les femmes en faisant vivre l'alternative concrète que représente le commerce équitable. Oxfam-Magasins du monde souhaite mobiliser les citoyens et citoyennes autour d'un commerce équitable porteur d'émancipation pour les femmes, en Belgique et dans les pays de ses organisations partenaires. Le commerce équitable constitue un levier de transformation puissant : il s'appuie sur des principes de non-discrimination effective, d'égalité des chances et de salaires, de formation continue et de promotion des femmes à des postes à responsabilité²⁸.

En soutenant l'artisanat équitable, nous ne faisons pas qu'acheter des objets : nous défendons un modèle économique qui donne du pouvoir aux femmes, renforce leur autonomie, et leur permet de faire valoir leurs droits, en Belgique comme dans les pays partenaires. Il est temps que les responsables politique reconnaissent cette réalité et en fassent un levier central de leurs engagements en matière d'égalité.

Noémie Galland-Beaune

²⁷ Pourtant, des propositions concrètes existent pour une politique étrangère féministe. Voir :

<https://www.cncd.be/Politique-etrangere-feministe>

²⁸ Principe 6 du commerce équitable, voir encadré ci-dessus.

BIBLIOGRAPHIE

Programmes politiques – Élections 2024 :

- Défi, *Vers 2024...*, <https://www.defi.be/nos-publications/>
- Ecolo, *Choisir l'avenir, programme 2024*, <https://ecolo.be/programme-2024/>
- Les Engagés, *Le courage de changer - Programme engagé pour changer de modèle*, https://www.lesengages.be/wp-content/uploads/2024/02/lesengages_programme2024_complet_2_v2.pdf
- Mouvement Réformateur (MR), *L'avenir s'éclaire - Programme général 2024*, <https://www.mr.be/programme2024/>
- Parti socialiste (Ps), *Solide & solidaire ! - Elections du 9 juin 2024*, <https://www.ps.be/programme-2024>
- PTB, *Le choix de la rupture*, <https://www.ptb.be/programme>
- CD&V, *Verkiezingsprogramma 2024*, https://www.cdenv.be/verkiezingen_2024
- Groen, *Verkiezingsprogramma 2024*, <https://www.groen.be/programma-2024>
- Open VLD, *Verkiezingsprogramma 2024*, https://www.openvld.be/verkiezingsprogramma_open_vld
- NVA, *Voor Vlaamse welvaart, Verkiezingsprogramma 2024*, <https://www.nva.be/verkiezingen/programma>
- Vlaams Belang, *Vlaanderen weer van ons, Verkiezingsprogramma 2024*, <https://www.vlaamsbelang.org/programma>
- Vooruit, *Verkiezingsprogramma 2024*, <https://www.vooruit.org/programma>

Analyses et articles :

- Vie féminine, *La place des femmes dans les programmes des partis - Analyse dans le cadre des élections de 2024*, https://www.viefeminine.be/IMG/pdf/analyse_elections2024_ok.pdf
- Axelle, *Élections du 9 juin : et les partis flamands ?*, <https://www.axellemag.be/elections-du-9-juin-et-les-partis-flamands/>
- Vrouwenraad, *Vrouwenraad kiest – hoe scoren de partijen op onze speerpunten ?* Bruxelles, 6 juin 2024, <https://vrouwenraad.be/vrouwenraad-kiest/>
- CNCD-11.11.11, *Forts avec les faibles, faibles avec les forts : analyse de l'accord de gouvernement*, <https://www.cncd.be/Forts-avec-les-faibles-faibles>
- CNCD-11.11.11, *L'Arizona réaffirme certains engagements*, <https://www.cncd.be/L-Arizona-reaffirme-certains>
- CNCD-11.11.11, *Politique étrangère féministe : ancrer l'égalité des genres au cœur de l'action de l'UE*, <https://www.cncd.be/Politique-etrangere-feministe>
- Oxfam Belgique, *Pourquoi nous sommes toutes et tous perdant-es avec le nouveau gouvernement*, <https://oxfambelgique.be/gouvernement-belge-pourquoi-nous-sommes-toutes-et-tous-perdants>
- Oxfam Belgique, *Austérité et violences de genre : une réalité invisibilisée*, <https://oxfambelgique.be/AusteriteViolenceDeGenre>

- Oxfam-Magasins du monde, *Genre et artisanat équitable : l'émancipation des femmes par le travail digne*, https://oxfammagasinsdumonde.be/content/uploads/2021/02/Oxfam_Etude-GenreEtArtisanat_FR_WEB.pdf
- Oxfam-Magasins du monde, *L'artisanat équitable, outil d'empouvoirement des femmes ?*, <https://oxfammagasinsdumonde.be/lartisanat-equitable-outil-dempouvoirement-des-femmes/>.
- Institut Emile Vandervelde / Ines Think Tank, *Comment le gouvernement Arizona accroît la précarisation des femmes*, <https://inesthinktank.be/comment-le-gouvernement-arizona-accroit-la-precarisation-des-femmes/>
- RTBF, *11 hommes, 4 femmes : le gouvernement De Wever, un « boys club » qui inquiète pour les droits des femmes*, <https://www.rtb.be/article/11-hommes-4-femmes-le-gouvernement-de-wever-un-boys-club-qui-inquiete-pour-les-droits-des-femmes-11498725>
- Women at Work / Conseil des Femmes Francophones de Belgique, *Carte blanche – Pourquoi la parité en politique est cruciale pour une démocratie équitable et efficace*, <https://www.cffb.be/carte-blanche-pourquoi-la-parite-en-politique-est-cruciale-pour-une-democratie-equitable-et-efficace/>